



Taux actuels de retard de croissance: 71% d'émaciation: 23.1% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 13.2%

Source: Gouvernement namibien (DHS, 2013)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Namibie : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013.
- Namibie : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Namibie : en 2015, 91% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Namibie : 96.6% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Namibie : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (4.95% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Namibie : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (13.9% des dépenses publiques en 2014) se rapprochent des engagements du gouvernement énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'Union africaine (15% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Namibie : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Namibie : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Namibie : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 62 % des enfants en 2013.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (34.4% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	4.95%	2014	22e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	13.9%	2014	7e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2009	21er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2004	37e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	87.1%	2013	9e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Moyen	2016	3e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2006	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2014	18e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	62%	2013	30e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2011	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	91%	2015	8e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	34.4%	2015	22e
Visites médicales pour les femmes enceintes	96.6%	2013	9e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2012-2017	26e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2011	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Non consacré dans le droit	2016	33e ex aequo
--	----------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel